



Rapport sur le développement humain 2013 : des chiffres surprenants

Par [Marc Vandepitte](#)

Mondialisation.ca, 09 juin 2013

michelcollon.info

Thème: [Nations Unies](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Selon sa bonne habitude, le récent rapport du PNUD renferme une mine d'informations, mais souvent aussi des chiffres intéressants. Marc Vandepitte a épinglé les plus remarquables de ces chiffres.

Plus riche qu'on ne pense

Le monde n'a jamais produit autant de richesse qu'aujourd'hui. En cas de distribution égale de la richesse, une famille moyenne (au niveau mondial, deux adultes et trois enfants) pourrait disposer d'un revenu de 2.850 dollars par mois. C'est étonnamment beaucoup. Ce montant ne permettrait sans doute pas de vivre dans le luxe mais il est toutefois plus que suffisant pour fournir à tous les habitants de cette planète des installations sanitaires, l'électricité, l'eau potable et une maison confortable, même si cela devait se faire selon des méthodes écologiquement durable.(2)

Autrement dit, il y a suffisamment de richesse pour tous, mais un humain sur trois ne dispose pourtant pas de sanitaires les plus élémentaires, un sur quatre n'a pas d'électricité, un sur sept vit dans un bidonville, un sur huit a faim et un sur neuf ne dispose pas d'eau potable.(3)

Cela, parce que la richesse est répartie d'une façon extrêmement inégale. Avec la richesse produite aujourd'hui, chaque personne pourrait disposer en moyenne d'un revenu de 19 dollars par jour. En réalité, un humain sur six doit se débrouiller avec moins de 1,25 dollar par jour.

Des rapports mondiaux qui basculent

Ces trente dernières années, les pays du Sud sont occupés à effectuer un retour remarquable sur la scène mondiale. En 1980, leur part dans la production mondiale n'était encore que de 33 %. En 2010, cette part atteignait déjà 45 %. Durant cette période, leur part dans le commerce mondial a doublé, passant de 25 % à 47 %. La hausse la plus rapide s'est produite dans les investissements étrangers : de 20 % à 50 %.(4)

Suite à un excédent de leur balance commerciale, les pays du Sud ont vu leurs surplus financiers augmenter de façon spectaculaire. Entre 2000 et 2011, ils ont pris à leur compte les trois quarts de l'accroissement de toutes les réserves étrangères. Le Sud se mue lentement en carte Visa du Nord qui, lui-même, est confronté à une grave et tenace crise du crédit. Ce n'a pas toujours été le cas.(5)



Cette tendance se poursuivre très vraisemblablement à l'avenir et, depuis la crise du crédit,

elle n'a été qu'en accélérant. En 1950, le Brésil, la Chine et l'Inde, les trois pays du Sud faisant partie du BRIC, représentaient à peine 10 % du produit mondial, alors que les six principaux pays du Nord en accaparaient environ la moitié. En 2050, les trois pays du BRIC en prendront 40 % à leur compte, soit le double des six principaux pays du Nord.(6)



De nouveaux rapports Nord-Sud

Les pays du Sud ont aussi resserré fortement leurs liens mutuels. La part du commerce Sud-Sud dans le total du commerce mondial a augmenté, entre 1980 et 2011, passant de 8 % à 27 %. La hausse s'est surtout manifestée à partir de la fin du siècle. (7)



Les investissements étrangers dans les pays en voie de développement ne sont plus l'apanage du Nord. Entre 1996 et 2009, les investissements Sud-Sud ont augmenté de 20 % par an. En ce moment, les investissements Sud-Sud représentent de 30 à 60 % de tous les investissements étrangers dans les pays les moins développés.(8)

Nombre de ces pays du Sud, surtout ceux qui ont facilement accès au commerce mondial (côtes et routes commerciales situées à proximité), profitent de ces relations Sud-Sud en hausse. Il s'agit d'investissements, de transferts de technologie, de commerce et de transferts financiers.

Ces nouvelles relations compensent dans une certaine mesure la baisse de la demande de la part du Nord, suite à la crise. Si la Chine et l'Inde avaient connu une crise similaire à celle des pays du Nord, la croissance économique des pays en voie de développement, entre 2007 et 2011, aurait été de 0,3 % à 1,1 % inférieure. (9)

Le rapport mentionne en particulier ici l'Afrique subsaharienne, ce qu'on appelle le « continent perdu ». Durant les cinq années qui ont précédé la crise, le PNB par habitant y a augmenté annuellement de 5 %, soit deux fois plus que dans les années 1990. Cette tendance a principalement résulté des hausses de prix de leurs principaux produits d'exportation, grâce à la demande de ces produits affichée par les pays émergents, avec la Chine en tête.(10)

Le rapport fait état d'une étude récente qui prouve que l'expansion économique de la Chine entre 1988 et 2007 a eu un effet positif sur la croissance économique d'autres pays en voie de développement, surtout parmi les partenaires commerciaux de la Chine. (11)

Il n'y a pas que le commerce avec la Chine, mais aussi les investissements en provenance de ce pays, qui contribuent à la croissance économique des pays en voie de développement qui les reçoivent. Entre 2003 et 2009, les investissements chinois ont accru la croissance économique de 1,9 % en Zambie. Au Congo, il s'est agi de 1 %, au Nigeria de 0,9, à Madagascar et au Niger de 0,5 % et au Soudan de 0,3 %. (12)

L'extrême pauvreté

Les rapports mondiaux qui basculent et l'accroissement des relations Sud-Sud ont des conséquences radicales pour la pauvreté. Entre 1990 et 2008, l'extrême pauvreté (1,25 \$ par jour) a baissé, passant de 36 % à 19 % de la population mondiale. En chiffres absolus, il s'agit d'une diminution de 620 millions de pauvres.

Cette amélioration considérable est due en grande partie à la Chine. Ce pays à lui seul a sorti 510 millions de ses habitants de la pauvreté, contre 110 millions pour le reste du monde. Les grandes différences peuvent également se voir dans la diminution relative (en pourcentage) par pays, comme le montre clairement le graphique ci-dessous. (14)



Aujourd'hui, 1,2 milliard d'humains vivent dans l'extrême pauvreté, soit 17 % de la population mondiale. Le graphique ci-dessous montre la répartition mondiale de cette extrême pauvreté. (15)



La Chine, l'Inde et le Pakistan

Avec la Guinée équatoriale, la Chine a connu une croissance économique phénoménale, ces vingt dernières années. Dans les deux pays, le PNB par habitant a crû en moyenne de 9 % par an. Soit un doublement tous les huit ans. Durant la même période, seuls douze pays ont connu une croissance de leur PNB par habitant de plus de 4 %. Dans 19 pays, il s'est même agi d'une baisse. (16)

Mais, dans bien des pays, la croissance économique ne se traduit pas par un progrès social (proportionné). En Chine, c'est toutefois le cas. Ces trente dernières années, l'augmentation de son Indice de développement humain (IDH) a été pour ainsi dire la plus élevée au monde (17) : trois fois supérieure à la moyenne mondiale (18). Sur ce plan, le Vietnam et l'Inde présentent également de bons résultats.



Les prestations de la Chine ne deviennent claires que lorsqu'on les compare à celles des pays comparables. En Inde, l'analphabétisme est 6 fois plus élevé, et au Pakistan 7 fois plus élevé qu'en Chine. Le pourcentage de gens vivant dans une pauvreté extrême est environ 2 fois plus élevé, et 3 fois plus élevé en Inde.(19)

La mortalité infantile est peut-être l'indicateur qui rend le mieux le développement social d'un pays, parce que cet indicateur rassemble à lui seul toute une série de facteurs : soins de santé, alimentation et eau potable, degré d'enseignement de la mère, logement, hygiène. Sur ce plan, la Chine présente nettement les meilleurs résultats. Au Pakistan meurent 5 fois plus d'enfants, en Inde 3,5 fois plus. Le rapport prévoit que, proportionnellement, entre 2010 et 2015, 5 fois plus d'enfants mourront en Inde et même 8,4 fois plus au Pakistan.(20)



Au vu de l'augmentation de son IDH, l'Inde ne s'en tire pas mal. Mais, à l'aune de ses possibilités économiques, le pays pourrait faire bien mieux. Ainsi, son PNB par habitant est deux fois plus élevé que celui du Bangladesh, mais un Indien vit en moyenne trois ans de moins qu'un Bangladais. De plus, en Inde, le travail des enfants est toujours une plaie importante : il concerne un enfant sur huit soit 17 millions d'enfants au total.(21)

Le Venezuela

L'Indice de développement humain est un instrument assez efficace pour mesurer le développement social d'un pays. Une augmentation rapide montre que le gouvernement d'un pays donne la priorité au bien-être social de sa population. En cas d'augmentation lente, c'est le contraire, qui est vrai.

Ci-dessus, nous avons vu que la Chine faisait un bon score, sur ce plan. La même chose vaut pour le Venezuela ces 12 dernières années. Dans les années 1980 et 1990, on a assisté à une très lente augmentation. Le développement social du reste de l'Amérique latine était plus de trois fois plus grand et l'assez grand avantage que le pays avait connu s'était mué en un retard.

Cela a changé complètement dès que Hugo Chávez est devenu président. Le développement social a grimpé en flèche et a bien vite augmenté une fois et demie plus vite que dans le reste du continent. En 2010, l'IDH du Venezuela repassait à nouveau au-

dessus de la moyenne de l'Amérique latine.(22)



Cuba

À Cuba, il n'y a pas que la croissance rapide de l'IDH, qui surprend, mais surtout son ampleur ou, mieux, le constat de ce que le développement est très anormalement élevé par rapport à la base économique.

Ce pays a un revenu par habitant six fois inférieur à celui des pays riches. Mais, malgré le manque de moyens économiques et la pénurie de certains médicaments suite au blocus économique, ses soins de santé font partie des meilleurs au monde. Cuba dispose du nombre de médecins le plus élevé au monde par habitant, à savoir 6,4 pour 1000 habitants. C'est 2,5 fois plus qu'aux États-Unis, deux fois plus qu'en Belgique, trois fois plus qu'en Amérique latine et près de cinq fois plus que la moyenne mondiale.(23)

Sur le plan de l'enseignement aussi, Cuba fait partie des meilleurs au monde. Le pourcentage de Cubains adultes qui suivent un enseignement supérieur est la plus élevé au monde, après la Corée du Sud, soit 95 %. Il est à remarquer que le Venezuela se pointe en 8^e position, avec 78 %.(24)

Cuba présente de tels résultats parce que le pays consacre un pourcentage élevé de sa richesse aux soins de santé et à l'enseignement. On peut le voir sur le graphique ci-dessous.(25)



Plus généralement, il s'agit de la question de savoir dans quelle mesure un pays consacre ses moyens économiques (limités) au développement social de sa population ou, encore, à quel point un pays est réellement « social ». Le rapport le fait systématiquement en comparant le classement sur le plan de la richesse économique (PNB par habitant) à celui sur le plan de l'IDH.

Vu ce qui précède, il ne faut pas s'étonner que Cuba fasse le meilleur résultat. Sur le plan du PNB par habitant, Cuba ne se classe qu'en 103^e position. Mais, sur le plan de l'IDH (hors économie), il gagne 77 places pour se retrouver en 26^e position. D'autres pays affichent de bons résultats aussi - même s'ils sont un peu moins bons : la Géorgie, la Nouvelle-Zélande et Madagascar. D'autres pays - des pays « antisociaux », donc - font de très mauvais scores : les États du Golfe, la Turquie, la Guinée équatoriale, le Botswana...(26)



Même le graphique ci-dessus montre que Cuba atteint un score comparable à celui de la Belgique et même meilleur que celui de la Grande-Bretagne. Cela montre qu'un pays ne doit pas disposer directement de moyens financiers pour atteindre quand même un développement social élevé. C'est un constat des plus encourageants, pour une importante partie du monde.

Le graphique ci-dessous présente une comparaison des résultats de Cuba aux meilleurs résultats mondiaux. Un résultat de 100 signifie qu'on est le meilleur au monde et 0 qu'on est le plus mauvais. Un résultat intermédiaire montre votre position par rapport aux deux. La ligne en pointillé est celle des résultats de l'OCDE, le club des 30 pays les plus riches de la planète. Sur le plan de la mortalité infantile et de l'espérance de vie, Cuba propose des résultats tournant autour de la moyenne de l'OCDE. Sur le plan de l'enseignement, il fait même mieux que la moyenne. Mais son PNB par habitant, par contre, est nettement inférieur.



Pour la plupart des pays, la mesure du bas (le PNB par habitant) est à peu près au même niveau que les trois du dessus (indicateurs sociaux). Pour Cuba, ce n'est pas le cas, la différence est remarquable. Dans le rapport, on ne trouve aucun pays avec un profil semblable. Seuls le Vietnam et le Kerala (un États du sud-ouest de l'Inde) s'en rapprochent un peu.(27)

Empreinte écologique et catastrophes naturelles

Le rapport déplore que peu de pays combinent un développement social élevé et une faible empreinte écologique. Une faible empreinte écologique signifie que le modèle de consommation et de production ne dépasse pas la biocapacité moyenne du monde (1,8 ha par habitant), autrement dit, que le pays a assez d'une seule planète pour assurer son mode de vie.(28)

Neuf pays entrent en ligne de compte pour une combinaison socio-écologique favorable : la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, l'Albanie, la Jamaïque, Cuba, l'Équateur, le Pérou et le Sri Lanka. Si nous prenons l'IDH moyen des 47 pays les plus riches (0,758), il ne reste plus que Cuba. (29)



Le réchauffement climatique a son prix, littéralement parlant. Les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes et de plus en plus violentes. Le coût des catastrophes naturelles qui se sont surtout produites dans les pays du Sud, a été en 2011 de 365 milliards de dollars. C'est près de trois fois plus que l'aide totale au développement cette même année.(30)

Les dégâts environnementaux provoquent également la pauvreté, surtout dans les pays du Sud. Si des modifications considérables ne se produisent pas dans la politique environnementale, le rapport prévoit que l'extrême pauvreté s'accroîtra dans le monde, passant de 1,2 milliard en 2010 à 3,2 milliards en 2050. Par contre, une politique mûrement réfléchie sur le plan social et écologique pourrait entièrement, ou presque, éradiquer l'extrême pauvreté pour cette même date.(31)

Source : Investig'Action

Notes :

[1] De UNDP is het VN-orgaan dat zich bezighoudt met armoede en ontwikkeling in de wereld. Het rapport van 2013 vind je hier.

http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2013_EN_complete.pdf

[2] In 2011 bedroeg de totale geproduceerde rijkdom (het zogenaamde wereldbrutoproduct) 69.014 miljard dollar (uitgedrukt in 2005 PPP dollars). [p. 165] De berekening voor het gemiddelde gezin gaat van de plausibele veronderstelling uit dat het besteedbaar inkomen 70% van het bnp bedraagt. In sommige landen is dat meer, in andere minder. De cijfers worden uitgedrukt in dollar PPP. Dat cijfer houdt rekening met de prijsverschillen tussen landen voor dezelfde goederen of diensten en drukt de *reële* koopkracht uit.

[3] Bronnen :

http://www.unwater.org/statistics_s...<http://www.voanews.com/content/deca...>

<http://www.habitatforhumanity.org.u...>

<http://www.fao.org/hunger/en/>

[4] Bronverwijzing : Aandeel in wereldproductie : p. 2 ; handel : p. 45 ; buitenlandse

investeringen : p. 47.

[5] p. 17.

[6] p. 12.

[7] p. 45.

[8] Resp. p. 45 en 15.

[9] p. 3.

[10] p. 25-6.

[11] p. 43.

[12] p. 51.

[13] Het rapport steunt zich hiervoor op een studie van de Wereldbank.http://siteresources.worldbank.org/INTPOVCALNET/Resources/Global_Poverty_Update_2012_02-29-12.pdf.

[14] p. 26.

[15] p. 96 en <http://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.DDAY>.

[16] p. 25.

[17] Sinds het rapport van 2011 geeft de UNDP twee soorten van Human Development Index (HDI). De eerste HDI houdt rekening met gezondheid, onderwijs en het bnp per inwoner. De tweede indicator is de Non-income HDI. Daar laat men het bnp per inwoner weg. Deze indicator geeft vooral de *sociale* score weer van een land.

[18] p. 149-151. Het betreft hier de HDI met inbegrip van het bnp per inwoner. Het rapport geeft geen evolutie van de non-income HDI.

[19] Analfabetisme : p. 145-6 ; aantal extreem armen : p. 160-1 en <http://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.DDAY>.

[20] Resp. p. 167-8 en p. 90.

[21] Levensverwachting : p. 146-7 ; kinderarbeid : p. 176 ; zie ook <http://blog.wisdomjobs.com/child-labour-in-india/>.

[22] p. 149 en 151.

[23] p. 166-9.

[24] p. 170-1.

[25] p. 162-5.

[26] p. 144-7.

[27] Voor Vietnam zijn de percentages voor de sociale indicatoren resp. 88%, 21% en 77%. Voor het bnp per inwoner is de score 3%. [p. 146, 168 en 172.] Deelstaten zoals Kerala worden niet opgenomen in het rapport. De percentages voor Kerala zijn resp. 95%, 24%, 73% en 7%.

Bronverwijzing : <http://pib.nic.in/newsite/PrintRelease.aspx?relid=73084> ; http://www.srtt.org/institutional_grants/pdf/globalisation_higher_education.pdf ; http://www.undp.org/content/dam/india/docs/inequality_adjusted_human_development_index_for_indias_state1.pdf, p. 16.

[28] p. 34.

[29] Het rapport vermeldt de landen niet expliciet ; we hebben de lijst zelf samengesteld. Voor de HDI, zie p. 144-7 ; voor de voetafdruk : <http://en.wikipedia.org/wiki/File:H...>

[30] p. 95. De ontwikkelingshulp bedroeg in 2011 133,5 miljard dollar. <http://www.oecd-ilibrary.org/develo...>

[31] p. 96.

La source originale de cet article est michelcollon.info

Copyright © [Marc Vandepitte](http://MarcVandepitte), michelcollon.info, 2013

Articles Par : **Marc Vandepitte**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca